

Le Nigeria, le géant africain face au défi des urnes

AFRIQUE Près de 84 millions d'électeurs sont convoqués samedi pour élire un nouveau président et choisir leurs députés

Organisation titanesque, tensions sécuritaires, achat de voix... les élections de samedi au Nigeria sont un véritable défi pour ce pays de 190 millions d'habitants, qui s'était présenté en 2015 comme un exemple démocratique en Afrique. La campagne électorale s'est clôturée le 14 février.

La présidentielle oppose Muhammadu Buhari (76 ans), le président sortant en lice pour un second mandat, au candidat de l'opposition Atiku Abubakar. L'ancien vice-président (1999-2007) attend ce moment depuis longtemps. Après quatre tentatives, ce richissime homme d'affaires de 72 ans sera peut-être élu président du Nigeria, première économie d'Afrique et premier exportateur de pétrole du continent.

Encore faudra-t-il convaincre les 84 millions d'inscrits, le scrutin s'annonçant très serré. Le vainqueur doit obtenir, outre la majorité des suffrages exprimés, au moins 25 % des voix dans les deux tiers des 36 Etats de la fédération auxquels s'ajoute le territoire de la capitale fédérale, Abuja, au risque de passer à un second tour la semaine suivante.

Bilan médiocre

L'opposition pourrait tirer profit d'un bilan médiocre du chef de l'Etat, marqué par la récession économique et une forte recrudescence de l'insécurité dans de nombreuses régions. « En 2015, on pensait que Buhari ferait de bonnes choses, mais nous avons été déçus », raconte à l'AFP Dosu Akanji, casquette Atiku vissée sur la tête.

« Chaque matin, je prie pour que Dieu nous apporte Atiku », confie Tonnoyi Gowono, commerçante de 37 ans, soulignant que l'investisseur milliardaire est bien « meilleur en affaires » que l'ancien général de l'armée Buhari. Au Nigeria, l'un des pays les plus religieux au monde, on s'en remet de toute façon au Tout-Puissant.

A Kano, l'immense capitale historique de l'islam au Nigeria, 51.000 personnes seront déployées pour organiser le scrutin dans plus de 8.000 bureaux de vote ; où sont appelés à se rendre 5 millions d'électeurs.

Dans le sud du pays aussi, à Aba (capitale de l'Etat d'Abia), on se prépare à voter. Des centaines de manifestants de l'Ipob (mouvement des peuples autochtones du Biafra) ont défilé dans la semaine, appelant les populations à défier le pouvoir central. Mais leur leader,

Nnamdi Kanu, a finalement créé la surprise en retirant vendredi sa menace de boycott.

Crainte d'achat de voix

Début février, le bureau de la Commission électorale à Aba a été incendié, avec plus de 3.000 cartes d'électeurs.

Mais la plus grande menace qui plane sur ce scrutin est l'achat des voix par les partis. En ces temps de ralentissement de l'économie, dans un pays où 87 millions de personnes vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté, « vous savez bien ce que les gens sont capables de faire en échange d'un sac de riz », rapporte un agent de police d'Aba. Notre devoir est de nous assurer qu'ils peuvent choisir leur candidat librement, sans pression et sans avoir à montrer pour qui ils ont voté, en prenant une photo avec leur portable, par exemple ».

L'achat de voix est une pratique courante au Nigeria et s'effectue en échange de quelques milliers de nairas (2 à 5 euros tout au plus). « Tous les politiciens le font, regrette un agent à Yola. Ils ne se dénonceront pas, du coup. Sauf après la proclamation des résultats : celui qui perd va se plaindre des agissements de l'autre. » (afp) ■